

---

Rozman GILBERT & Sergey RADCHENKO (dir.), *International Relations and Asia's Northern Tier. Sino-Russia Relations, North Korea and Mongolia*, Singapore : Palgrave MacMillan, 2018, 321 p.

---

## Iacopo ADDA

*Université de Genève, Global Studies Institute*

Avant même de proposer une analyse de cet ouvrage, il faut expliciter ce qu'un lecteur aura de la peine à comprendre s'il n'est pas familier du site theasanforum.org. Chacun des 18 chapitres qui composent le livre sont des articles qui peuvent être lus en Open Access sur le site susmentionné. Cette réédition sur papier vise à attirer l'attention du public sur l'approche géopolitique développée par le ASAN Forum. Cet aspect positif va néanmoins de pair avec des problèmes d'envergure liés à la conception même de l'ouvrage, qui rendent ce dernier décevant malgré la qualité élevée de certains articles et l'originalité de l'approche proposée. En raison de l'impossibilité de discuter les contenus de chaque article, on se limitera ici à prendre en considération la structure complexe, ainsi que certaines lignes essentielles de cet ouvrage.

Durant ces dernières années, le ASAN Forum a développé une approche géopolitique spécifique pour l'analyse des dynamiques de la région de l'Asie du Nord-Est, qui tourne autour du concept de « Asia's Northern Tier ». Ce concept accorde à la Corée du Nord un rôle de pivot géostratégique de premier plan après la Seconde Guerre mondiale. L'existence même de la Corée du Nord, dont Moscou et Pékin se partagent un mythe fondateur justifiant leur détermination dans la défense du régime, aurait contribué à donner plus de cohérence à un bloc rouge asiatique irrémédiablement fragmenté depuis les années 1960. Autour de la défense du bastion nord-coréen, on assistait de fait à la convergence des discours, tant soviétiques que chinois, visant l'ennemi américain et ses alliés régionaux. Une telle situation serait à nouveau d'actualité aujourd'hui, après la parenthèse des années 1990. L'effondrement du régime de Pyongyang est redevenu une éventualité inacceptable pour la Russie comme pour la Chine. Le refus de cette éventualité est le plus petit dénominateur commun des réflexions géopolitiques de ces deux États, concrétisant de ce fait la réémergence d'un bloc aux intérêts sécuritaires partiellement partagés dans son opposition aux rivaux de naguère. Ce « Northern Tier » inclut donc la Russie, la Chine et la Corée du Nord, mais aussi, selon les auteurs, la Mongolie. Ce choix est partiellement discutable. La Mongolie a fait beaucoup d'efforts pour affirmer son autonomie vis-à-vis de ses voisins, en devenant un État affichant une diplomatie bien différente de celle de l'ancienne République populaire mongole. Néanmoins, le sens de l'inclusion de la Mongolie dans le « Northern tier » s'épanouit dans le cadre d'une approche réaliste, qui refuse à Oulan-Bator la possibilité d'exprimer une politique autonome lorsque les intérêts géopolitiques fondamentaux de la Chine et de la Russie convergent. D'ailleurs, quoi que l'on puisse en penser, on ne peut que se réjouir de ce choix inclusif.

En effet, on trouve peu d'analyses détaillées sur la Mongolie dans les articles ou les ouvrages de géopolitique sur l'Asie nord-orientale, même s'il s'agit d'un terrain qui représente une sorte de thermomètre de l'évolution des relations sino-russes.

Le premier point problématique de cet ouvrage, paru en 2018, est qu'il assemble des articles publiés entre fin 2013 et début 2016, sans jamais spécifier la date de rédaction de chaque article, ce qui donne l'impression que les éditeurs ont voulu faire oublier que ces articles avaient déjà été publiés. Or, il s'agit d'articles de géopolitique, et il est fondamental que le lecteur sache à quelle période l'article a été rédigé, afin de comprendre à quelle actualité chaque auteur se réfère. La tentative maladroite de cacher cette information fondamentale va de pair avec un travail d'assemblage qui aurait dû être plus attentif. En effet, la pratique de réunir des articles qui n'ont pas été pensés initialement pour un même ouvrage soulève le problème des longues et nombreuses répétitions des mêmes concepts, qui alourdissent inutilement la lecture. Il semble que ces questions n'ont nullement inquiété les éditeurs. Des deux aspects négatifs mentionnés jusqu'ici en découle un troisième. L'ouvrage est structuré autour de quatre parties : la première présente une profonde analyse multiniveau des relations stratégiques sino-russes ; la deuxième décline ces dernières dans le contexte mongol ; la troisième propose deux études tirées de la rubrique « Alternative Scenarios » du site ASAN et se focalise sur les questions de développement des régions situées à la frontière sino-russe ; et la quatrième insère l'analyse de la variable nord-coréenne dans l'équation. Le problème résulte du choix du positionnement, parfois anarchique du point de vue chronologique, des articles au sein des parties. Puisque ces derniers ne sont pas datés, ce choix s'avère extrêmement inconfortable pour le lecteur. Analysons par exemple la composition de la quatrième partie : à l'article de Cheng Xiaohe, publié sur le site en 2013, fait suite celui de Catherine Jones, publié en 2015. On retourne par la suite à nouveau en 2013 avec Alexander Lukin, puis en 2015 avec Stephen Blank, pour terminer finalement avec l'article de Gilbert Rozman, publié en 2015 également. Cette structure ne peut que susciter de la confusion. Encore plus surprenant est le fait qu'un livre imprimé en 2018 en utilisant des articles déjà publiés sur un site officiel ait décidé d'ignorer complètement les articles qui ont été mis en ligne dans les premiers mois de 2017 (et même, dans la plupart des cas, en 2016). La longue analyse de Paul Schwartz sur la coopération sino-russe dans le domaine militaire, composée de deux articles différents, le premier remontant à juin 2014 et le deuxième à décembre 2015, est un exemple parmi d'autres. Il est évident que la première partie de ce chapitre a largement perdu de son actualité et intérêt. Il est pourtant étonnant de retrouver sur le site de l'ASAN Forum une publication du même auteur, sur le même sujet, datant de février 2017. Pourquoi ne pas donner à un lecteur ayant payé le plein prix de cet ouvrage la possibilité de lire les dernières publications sur les sujets abordés ? En outre, il faut encore s'étonner du manque injustifiable d'un chapitre conclusif, car celui de Rozman n'en est pas un. Enfin, du point de vue de la structure générale, on n'échappe pas à l'impression d'une publication idéalement intéressante et utile, mais mal conçue et encore moins bien réalisée dans la pratique.

Parmi les sujets traités, l'on retrouve la discussion des possibilités de réalisation concrète du célèbre « pivot to Asia » russe. La plupart des auteurs considèrent que ce dernier a évolué, surtout après 2014, pour devenir plutôt un « pivot to China », avec toutes les problématiques qui en dérivent (le risque d'une dépendance économique,

la perception de fragilité des régions russo-orientales, la complication des rapports diplomatiques en Asie pacifique, etc.). C'est la raison pour laquelle la vision désenchantée de Rozman se trouve dans le chapitre d'ouverture. Rozman y évoque l'échec de la stratégie russe visant la mise en place de partenariats diversifiés en Asie du Nord-Est afin de maximaliser les opportunités de développement de l'Extrême-Orient. À présent, la Russie lui semble plutôt suivre un parcours qui la mènera à se transformer en une « *resource appendage for China* » (p. 25). C'est pourtant Alexander Gabuev qui nous introduit à une analyse des intérêts parfois conflictuels des entités capables d'influencer la machine étatique russe lorsqu'elle définit sa position à l'encontre de la Chine. Il s'agit surtout de l'appareil bureaucratique et administratif de l'État, du président et des hommes de pointe liés à la sécurité nationale ou gérant les grandes entreprises étatiques. Aussi, dans cet ouvrage, les dynamiques locales, économiques, politiques ou inter-administratives sont mises en avant dans le cadre d'espaces distincts : l'Extrême-Orient russe, le Nord-Est chinois, la Mongolie ou la Corée du Nord. C'est le cas, entre autres, de l'excellent travail de Radchenko sur la Mongolie ou de celui de Ivan Zuenko et Gaye Christoffersen, qui se penchent sur les possibilités d'entamer un parcours vertueux dans le développement d'une économie transfrontalière sino-russe. Dans ce contexte, l'on s'interroge sur le comportement contradictoire des différents niveaux de la verticale du pouvoir russe, quand elle entre en conflit avec les intérêts des acteurs économiques chinois et, surtout, avec deux discours idéologiques bien ancrés au sein tant de la population que des élites russes : celui du « *devoir* » de la Russie de s'affirmer en tant que « *grande puissance* », et celui du « *péril jaune* ». Dans un autre domaine, l'analyse de Jones sur la question de l'implémentation des sanctions touchant la Corée du Nord de la part de la Chine s'avère brillante et originale. Depuis le premier test nucléaire réalisé par la Corée du Nord en 2006, le Conseil de Sécurité de l'ONU a autorisé la mise en place de sanctions à l'encontre de Pyongyang, ce qui a obligé Pékin à un jeu d'équilibre entre le respect des décisions du Conseil et la défense de ses intérêts géopolitiques. Dans ce cadre, Jones se penche sur les dynamiques propres au fonctionnement des rouages de l'ONU et à l'activité des représentants chinois dans ses coulisses. Par ailleurs, cet article ouvre un petit volet sur l'importance institutionnelle à l'échelle globale du « *Northern tier* » asiatique. Enfin, l'on apprécie également une tentative assez réussie d'opposer des points de vue différents afin de créer une certaine polyphonie sans aplatir les positions de chaque auteur à la simple observation des faits.

Pour conclure, cet ouvrage s'avère paradoxal en raison de la qualité analytique d'une bonne partie des articles proposés, qui se trouve toutefois lourdement amoindrie par les problèmes macrostructureaux mentionnés précédemment.